



# Déclaration du L20 au Sommet des Dirigeants du G20

30-31 OCTOBRE

ROME, ITALIE

## Demandes des travailleurs en faveur de la prospérité des personnes et de la protection de la planète

*«Nous constatons que la pandémie de COVID-19 continue d'avoir un impact considérable sur l'économie mondiale et sur nos sociétés et qu'elle a exacerbé les inégalités dans le monde entier. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'adopter une approche politique cohérente et centrée sur l'humain allant vers la justice sociale et le travail décent pour tous.»*

**Déclaration des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, 2021**

En 2020, les dirigeants du G20 se sont engagés à «ne ménager aucun effort pour protéger des vies.» La COVID-19 continue de faire des victimes et de détruire les emplois et les moyens de subsistance de la population, avec des effets disproportionnés sur les personnes les plus vulnérables, alors que les ambitions pour le climat ne sont toujours pas réalisées.

En dépit de la rapide mise au point de vaccins contre la COVID-19, moins de 2% de la population de nombreux pays en développement sont vaccinés. D'après le FMI, l'inégalité persistante en matière de vaccins représente la plus grande menace contre la reprise mondiale.

Le G20 doit prendre des mesures urgentes pour garantir un accès universel aux vaccins, aux traitements et aux tests de la COVID-19 et s'engager vis-à-vis d'un plan de relance défini par le dialogue social et un nouveau contrat social. Ce plan de relance doit viser un modèle de développement juste qui investisse dans des emplois de qualité respectueux du climat, associés à une transition juste, à un socle de droits pour tous

les travailleurs et travailleuses – notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail –, à des services publics de qualité, et à un espace budgétaire suffisant pour des systèmes de protection sociale universelle structurels et résilients, en s'appuyant sur un Fonds mondial pour la protection sociale afin d'atteindre cet objectif, l'égalité de traitement et des chances, et des économies inclusives dans lesquelles le plein emploi décent est une réalité.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les failles de l'économie mondiale, la fragilité des chaînes mondiales d'approvisionnement, et les préjudices générés durablement par plusieurs décennies de politiques qui ont favorisé la déréglementation et la privatisation. Ces politiques ont diminué la capacité des gouvernements de venir en aide aux citoyens, de promouvoir le plein emploi et l'emploi décent, et de protéger l'environnement. Les mesures d'austérité ont restreint l'investissement public, réduit les services publics et les filets de sécurité sociale. Un modèle de mondialisation nourri par un nivellement par le bas en termes de droits, conjugué à des conditions de travail déshumanisantes dans les chaînes d'approvisionnement et à une hausse des inégalités, a détérioré la confiance à l'égard des gouvernements.

Depuis le début de la pandémie, les plans de sauvetage, concentrés dans les économies avancées, ont été d'un grand secours. Toutefois, seule une petite partie de ces plans était destinée aux travailleurs, et de nombreux pays ont commencé à faire marche arrière. Compte tenu des lourdes contraintes budgétaires, ils ont dû réduire leurs dépenses, malgré la crise. Un filet de sécurité financière mondial inadapté, associé à un niveau d'endettement croissant et à des mesures insuffisantes pour remédier aux vulnérabilités dues à la dette, aggravent la crise. Selon les estimations de la CNUCED, les pays en développement perdront 12.000 milliards de dollars d'ici à 2025, et resteront dans l'incapacité de vacciner leur population, ce qui les privera de 1.500 milliards de dollars supplémentaires de revenu.

D'après l'OIT, en 2022, les chiffres de l'emploi devraient rester en dessous des niveaux précédant la pandémie. Les travailleurs de première ligne ont risqué leur vie, en dépit des conditions difficiles, de la précarité de l'emploi, des faibles salaires et du manque de protections de santé et de sécurité appropriées. Les femmes, les migrants, les minorités raciales et ethniques, ainsi que les jeunes, sont surreprésentés dans les professions peu rémunérées et informelles et, souvent, ne bénéficient pas d'une protection sociale suffisante, alors qu'ils sont le plus durement touchés par le ralentissement des activités économiques.

La lenteur et l'irrégularité de la reprise de l'emploi risquent de provoquer des stigmates à long terme, d'accentuer la pauvreté et d'éloigner davantage le monde de la réalisation de ses engagements vis-à-vis des Objectifs de développement durable des Nations Unies et de l'Accord de Paris. Une reprise inégale et fragile peut exacerber les inégalités dans les pays et entre les pays, empêcher le monde de résoudre les problèmes urgents découlant de la crise climatique et des transformations numériques, et activer la montée du populisme d'extrême droite qui menace les démocraties.

Le dialogue social doit jeter les bases propices à une reprise centrée sur l'humain susceptible de rétablir la confiance, de réduire les inégalités, de favoriser une transition juste vers une économie numérique zéro carbone, pour permettre d'atteindre les ambitions définies dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies et l'Accord de Paris.

## **Nous appelons les dirigeants du G20 à intervenir de toute urgence pour tenir leurs promesses de maîtriser et d'atténuer la pandémie, et de s'engager fermement à financer un plan de vaccination mondial contre la COVID-19. Nous prions les dirigeants du G20:**

- de soutenir immédiatement la demande de dérogation aux ADPIC afin de suspendre momentanément les droits de propriété intellectuelle des vaccins, traitements et tests relatifs à la COVID-19, comme l'ont proposé l'Inde et l'Afrique du Sud à l'OMS, afin d'en accélérer la production et d'en diminuer les coûts;
- de garantir un accès universel aux vaccins, traitements et tests et de veiller à ce qu'ils soient équitablement répartis, par un soutien financier accru au programme COVAX;
- de reconnaître le SARS-COV-2 comme risque professionnel et la COVID-19 comme maladie professionnelle et de pourvoir à la vaccination et aux tests à grande échelle, à commencer par les travailleurs de première ligne.

## **Les dirigeants du G20 doivent prendre les mesures suivantes pour concrétiser l'engagement pris par les ministres du Travail et de l'Emploi à l'égard d'une approche de la reprise centrée sur l'humain qui puisse offrir un emploi décent à tous:**

- Privilégier les plans de relance de l'emploi, en concertation avec les partenaires sociaux, pour créer des emplois de qualité respectueux du climat, reposant sur des salaires minimums vitaux et la négociation collective, avec un socle de protection du travail qui obéisse aux droits fondamentaux au travail de l'OIT et au principe de santé et de sécurité au travail pour tous les travailleurs, de sorte que les travailleurs soient tous sur un pied d'égalité.
- Parvenir au plein emploi en investissant dans les politiques actives de marché du travail pour stimuler la création d'emplois, mettre fin à l'approche infructueuse d'effritement des droits du travail et de fragmentation de la relation de travail, et promouvoir la démocratisation du lieu de travail grâce à la négociation collective, au dialogue social et au droit d'organiser les travailleurs, quelle que soit la forme de relation d'emploi.
- Donner aux travailleurs la possibilité de s'exprimer à toutes les étapes clés des décisions stratégiques concernant la numérisation du lieu de travail, l'utilisation des algorithmes et de l'intelligence artificielle au travail, le renforcement de la transparence, la protection et la propriété des données des employés, le respect de la vie privée, tout en assurant la gouvernance de la surveillance et du suivi.
- Inciter les pays à adopter un cadre politique industriel pour encourager l'innovation, anticiper la transformation sectorielle et faciliter la transition vers une économie numérique zéro carbone conforme aux Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste.
- Contribuer à la création de nouvelles compétences et possibilités d'apprentissage en investissant dans l'éducation publique de qualité, la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie, avec une attention particulière vis-à-vis de l'apprentissage et des jeunes, et du travail avec les partenaires sociaux pour garantir l'apprentissage tout au long de la vie..
- Tenir les promesses de la Déclaration du centenaire de l'OIT formulées en 2019 et donner le statut de droit fondamental à la question de la santé et de la sécurité au travail.

## **Les dirigeants du G20 doivent soutenir l'égalité et lutter contre la discrimination en menant à bien les actions suivantes:**

- respecter l'engagement de créer des emplois mieux payés, avec un salaire égal pour les femmes, ce qui amènerait 100 millions de femmes sur le marché du travail d'ici à 2025, et promouvoir la transition de l'emploi informel vers l'emploi formel;
- ratifier et mettre en œuvre de manière effective la Convention n°190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail, en appliquant le principe de l'OIT du «salaire égal pour un travail de valeur égale»;
- accroître l'investissement pour garantir des emplois de qualité dans le secteur de la santé et des soins à la personne, et faciliter la formalisation des emplois liés aux soins à la personne;
- atteindre les Objectifs 25-25 du G20 de Brisbane et les Objectifs du G20 d'Antalya pour la jeunesse; étendre la portée des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour mesurer les progrès effectués en direction de ces objectifs;
- tenir les engagements pris précédemment pour veiller à ce que les migrants bénéficient d'un traitement égal, et combattre le racisme sur le lieu de travail et dans la société;
- encourager des stages et des apprentissages de qualité associés à des salaires minimums vitaux et aux droits de négociation collective, en prenant garde à intégrer les jeunes, les femmes et d'autres groupes pouvant faire l'objet de discrimination;
- étendre la couverture de protection sociale aux personnes se trouvant en dehors de l'économie formelle;
- faire en sorte que les personnes travaillant dans les plateformes ou via Internet soient correctement classifiées et couvertes par les lois et les accords relatifs au travail, et qu'elles disposent des mêmes droits et protections que tous les autres travailleurs.

## **Pour une reprise inclusive, résiliente et résistante au changement climatique, les dirigeants du G20 doivent renoncer aux mesures d'austérité et prendre des engagements en faveur des investissements publics. Dans cette perspective, les dirigeants du G20 doivent:**

- soutenir la mobilisation pour le revenu national afin de créer l'espace budgétaire suffisant pour permettre aux gouvernements nationaux d'effectuer les investissements nécessaires dans les infrastructures et les personnes;
- mettre fin aux pratiques d'évasion fiscale à l'échelle internationale et fixer un impôt minimum mondial sur les sociétés d'au moins 25%;
- prendre des mesures d'imposition progressive, telles qu'un taux minimum d'impôt sur les sociétés, une taxe sur les transactions financières, une imposition efficace de l'économie numérique, et des impôts sur la fortune pour ralentir l'augmentation de richesses excessives dans un contexte de pauvreté croissante;
- lutter contre la concentration du marché et le pouvoir monopolistique du commerce électronique et des entreprises de technologie, et limiter leurs pratiques non compétitives, qui exercent une pression négative sur les travailleurs et les fournisseurs;
- investir dans des services publics de qualité et promouvoir une santé gratuite et universelle, des services d'éducation et de soins, notamment la santé mentale, les soins aux personnes âgées, les services de garde d'enfants, et d'autres services sociaux;

- étendre le système de protection sociale de sorte à atteindre la couverture universelle et à renforcer les régimes contributifs;
- jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en fixant des objectifs de décarbonisation ambitieux dans les CDN, en investissant dans des domaines qui accompagnent les efforts de décarbonisation, et en s'assurant que tous les investissements respectent les droits humains, les normes environnementales, sociales et de la gouvernance, ainsi que les Objectifs de développement durable des Nations Unies;
- appliquer le cadre pour une transition juste de l'OIT dans le but de définir des politiques de transition climatique, alliées à la participation démocratique et au dialogue social;
- orienter les investissements publics vers les projets d'infrastructure, en particulier dans les domaines des transports, de l'assainissement et des infrastructures numériques, et appeler les banques publiques nationales et régionales de développement à apporter leur soutien financier.

**Pour veiller à ce que la reprise mondiale s'aligne sur l'Accord de Paris et sur les Objectifs de développement durable, les dirigeants du G20 doivent prendre les mesures suivantes en direction d'une réforme du multilatéralisme:**

- tenir l'engagement qui a été pris de consacrer 100 milliards de dollars au financement du climat pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter au changement climatique et à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Il conviendrait d'effectuer ce financement sous la forme de subventions, et non de prêts, pour éviter d'alourdir la charge de la dette.
- instaurer un Fonds mondial pour la protection sociale afin d'encourager la mise en œuvre de la protection sociale universelle dans les pays les moins développés de la planète, comme le recommandent les ministres en charge du développement;
- respecter les engagements internationaux de consacrer 0,7% du PIB aux budgets de coopération au développement;
- élargir les initiatives d'allègement, de restructuration ou d'annulation de la dette, étendre aux créanciers privés la participation à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) et au Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, intégrer les pays à revenu faible et intermédiaire, et privilégier la remise de dette pour rétablir la viabilité de la dette;
- donner la possibilité aux économies avancées de réaffecter leur récente dotation du FMI au titre des droits de tirage spéciaux (DTS) en soutenant le non-endettement des pays dans le besoin;
- contribuer aux efforts déployés pour lutter contre le changement climatique dans les pays en développement par le biais du financement et du partage des technologies;
- respecter l'espace politique national dans les accords de commerce et d'investissement et mettre un terme aux dispositions qui limitent la capacité d'adopter des politiques visant le plein emploi, une transition juste vers une économie zéro carbone, la réglementation de l'économie numérique, et l'espace nécessaire au développement;
- prévoir des dispositions qui permettent d'appliquer efficacement les normes de l'OIT au travers d'accords bilatéraux et régionaux;

- en finir avec les tribunaux qui, dans le cadre du règlement des différends entre investisseurs et États, favorisent les entreprises au détriment des biens publics, et établir un mécanisme équitable et transparent pour régler ces différends;
- mettre en place un Comité sur le travail qui offrirait un espace officiel au dialogue social à l'OMC, et adopter une disposition contraignante sur le travail reposant sur les droits fondamentaux de l'OIT, aux fins d'instaurer un socle de droits à l'échelon mondial;
- s'engager à adopter et à appliquer les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de même que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, exiger la diligence raisonnable pour les chaînes d'approvisionnement des entreprises et appliquer la Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale;
- veiller à ce que les politiques préconisées par le FMI, la Banque mondiale et d'autres banques régionales de développement soient conformes aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, aux normes de travail de l'OIT et à l'Accord de Paris sur le climat.
- soutenir activement et résolument le processus engagé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en vue d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les entreprises transnationales et autres entreprises commerciales.